

David Bodinier

LA FABRIQUE DE L'ÉCOLOGIE POPULAIRE

Renforcer le pouvoir d'agir des habitants pour refaire la ville

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

38, rue Saint-Sabin – 75011 Paris/France

www.eclm.fr

Maison d'édition de la **Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès humain** (FPH), les Éditions Charles Léopold Mayer (ECLM) offrent un service éditorial aux acteurs de la transition écologique, sociale et économique. Elles éditent ainsi des ouvrages qui doivent leur permettre de développer, mettre en forme et diffuser leur plaidoyer autour des thèmes suivants : économie écologique, territoires en transition, démocratie technique, low-tech, démocratie et État de droit, mouvements altermondialistes, systèmes alimentaires durables...

Les ECLM sont membres de l'Alliance internationale de l'édition indépendante (www.alliance-editeurs.org).

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle. La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

© Éditions Charles Léopold Mayer 2026

Essai n° 267

ISBN : 978-2-84377-250-4

Correction : Élisabeth Privat

Mise en page : Émilie Boismoreau

Conception graphique : Nicolas Pruvost

L'auteur

David Bodinier est urbaniste, formé au Centre pour l'innovation sociale de Barcelone (NOVA-CIS). Cofondateur du mouvement la Rage du Peuple, il a contribué au Forum social mondial et à l'Association internationale de techniciens, experts et chercheurs (AITEC) à Paris. Membre fondateur du groupe ECHO, il est à l'origine de l'expérimentation du *community organizing* à Grenoble, et de l'association Next Planning. Il a fondé l'Atelier populaire d'urbanisme de Villeneuve et l'Assemblée des communs de Grenoble. Il est coauteur de *Plaidoyer pour Villeneuve. Pouvoir d'agir et planification démocratique face à la rénovation urbaine de l'Arlequin*, paru aux Éditions du PUCA en 2016.

Organisations associées à la diffusion et à la promotion

Next Planning est une association née en 2012 à Grenoble pour faciliter la création et l'accompagnement de l'Atelier populaire d'urbanisme à la Villeneuve. L'association mène des actions de plaidoyer sur les politiques de l'habitat, développe des démarches d'éducation populaire et accompagne des stratégies pour le changement social. Elle est spécialisée dans l'urbanisme participatif, le droit à la ville, les communs urbains et la transition sociale et écologique des territoires.

L'Association des conseils citoyens indépendants de Grenoble

(ACCIG) est une structure créée en 2015 qui fédère les six conseils citoyens des différents secteurs de la ville, composés de membres tirés au sort et de volontaires. Née de la volonté municipale de dépasser le caractère consultatif des conseils de quartier traditionnels, l'ACCIG vise à renforcer l'autonomie des habitant·es et leur capacité d'interpellation des institutions.

L'Alliance internationale des habitant·es (AIH)

est un réseau international né le 12 septembre 2003 de la rencontre de représentants d'associations et de mouvements sociaux urbains de différentes régions du monde. Composée d'associations d'habitant·es, de communautés, de locataires, de propriétaires, de sans-abri, d'habitant·es de bidonvilles, de coopératives et de peuples indigènes, l'AIH a pour

ambition d'aider les habitant-es à construire leur propre parole afin d'influer sur les politiques urbaines aux échelles locale, nationale et internationale. L'Alliance est engagée dans plusieurs campagnes : le droit à la ville, le droit au logement, la campagne Zéro Expulsion, et la création d'un Fonds international de solidarité pour l'accès au foncier et à l'habitat.

INTRODUCTION

En mai 2012, à Grenoble, des habitant·es de la Villeneuve, engagés dans la lutte contre les démolitions de logements sociaux, ont interpellé la ministre écologiste Cécile Duflot en reprenant ses mots prononcés lors de son discours d'investiture : « Ce qui se fait pour les habitant·es, sans les habitant·es, se fait le plus souvent contre eux¹. » À travers cette adresse, ils ne demandaient pas seulement à être consultés, ils remettaient en cause la séparation entre ceux qui décident et les habitant·es. Cette interpellation allait trouver un écho national. Quelques mois plus tard, lorsque le ministre délégué à la Ville François Lamy a commandé à Mohamed Mechmache et à Marie-Hélène Bacqué un rapport sur la participation des habitant·es dans la politique de la ville, le slogan « Pas sans nous » devint une formule fédératrice des mouvements d'habitant·es réunis au sein de la coordination nationale des quartiers populaires.

« Ça ne se fera plus sans nous » : cette affirmation constitue le point de départ de ce livre, élaboré à partir d'un engagement de longue durée aux côtés des habitant·es de la Villeneuve pour construire des alternatives à la démolition de leur quartier. Depuis une quinzaine d'années, j'anime une permanence où se croise des habitant·es, militant·es et chercheur·ses, dans un flux continu de conversations ordinaires et d'action collective. C'est dans cet espace, où se mêlent paroles quotidiennes, pratiques militantes et réflexions politiques, qu'une conviction s'est forgée. Elle est née du décalage entre les discours des urbanistes sur la ville durable et la réalité vécue dans les quartiers populaires. L'écologie est inséparable des enjeux sociaux : il n'y aura pas de transition écologique sans une transformation des rapports de pouvoir.

1. Cécile Canpolat et David Gabriel, « Quartiers populaires : des habitants mobilisés contre les briseurs de rêves », *Basta!*, 12 octobre 2021.

Mais de quel pouvoir parle-t-on exactement? Du pouvoir de domination, d'abord – celui qui marginalise les classes populaires et les tient à distance des lieux où se décident les politiques environnementales. Mais aussi d'un autre pouvoir: le pouvoir d'agir – que les travaux anglophones désignent sous le terme d'*empowerment* –, entendu non comme un état que l'on décrète ni comme un dispositif que l'on distribue d'en haut, mais comme un processus de transformation des rapports sociaux. Il désigne une dynamique, à la fois individuelle et collective, par laquelle des personnes et des groupes, confrontés à des situations de domination, développent les capacités, les ressources et les solidarités nécessaires pour reprendre prise sur leurs conditions d'existence².

En 2014, l'élection d'Éric Piolle a fait de Grenoble la première grande ville française dirigée par un maire écologiste. Un espoir s'est alors levé. Pour la première fois, une équipe se réclamant de l'écologie politique disposait des leviers du pouvoir municipal dans une grande ville française. Une convergence semblait possible entre écologie institutionnelle et écologie populaire. Pour beaucoup, cette victoire portait une promesse concrète: celle de rompre avec un pouvoir descendant et de ne plus être tenus à l'écart des décisions qui les concernent directement. L'épreuve des faits allait donner sa mesure à cette promesse. C'est de cette épreuve que sont nées les questions qui traversent ce livre: pourquoi les habitant-es sont-ils si souvent marginalisé-es dans la construction des politiques écologiques, alors même qu'ils sont en première ligne face aux crises environnementales? Comment les habitant-es des quartiers populaires peuvent-ils cesser de subir les politiques néolibérales pour devenir acteurs de la transition écologique? Et que peut une écologie municipale si elle ne transforme pas les rapports de pouvoir avec ceux qu'elle prétend servir?

Ces questionnements ont pris une résonance nouvelle lorsque les habitant-es de la Villeneuve ont organisé un référendum contre les démolitions de logements sociaux à l'Arlequin – au moment même

2. Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, *L'Empowerment, une pratique émancipatrice?*, La Découverte, 2013 (rééd. 2015), notamment p. 6-15; voir également Yann Le Bossé, *Sortir de l'impuissance. Invitation à soutenir le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités*, Québec, Ardis, 2012.

où le mouvement des Gilets jaunes portait à l'échelle nationale la revendication du référendum d'initiative citoyenne. Si Grenoble n'a pas connu l'intensité des soulèvements parisiens, la ville a été le terrain d'une expérimentation citoyenne inédite, où se sont tissées des solidarités entre les luttes des ronds-points et celles des habitant-es de la Villeneuve. Par le slogan scandé « On est là ! », les manifestants ne revendiquaient pas seulement une présence qu'on leur refusait – ils affirmaient une capacité d'agir. Cette convergence mettait en cause, dans la pratique même, la séparation entre question sociale et question écologique, tout en contestant les assignations spatiales qui voudraient cantonner les uns aux ronds-points du périurbain, les autres aux marges des quartiers périphériques.

Ce soulèvement populaire a fait voler en éclats une illusion tenace : celle d'une transition écologique qui pourrait s'accomplir sans le peuple. Les milliers de pages des cahiers de doléances, qui dorment toujours dans les archives, en témoignent : loin de rejeter l'urgence écologique, les citoyen-nes qui se sont exprimé-es exigeaient que cette transformation soit portée par la justice sociale et que les efforts pèsent d'abord sur les plus riches. Une évidence s'est alors imposée : les classes populaires peuvent devenir une force de transformation en faveur de la transition écologique. C'est ce chemin que ce livre se propose d'explorer.

QU'EST-CE QUE L'ÉCOLOGIE POPULAIRE ?

Depuis plusieurs années, l'écologie populaire fait l'objet d'un intérêt croissant de la part du monde académique, politique et médiatique. Cette popularité exige de manier la notion en redoublant de prudence. Car ce qui devient visible dans les catégories abstraites est toujours menacé d'être saisi à travers elles. Ce que l'on désigne comme « populaire » résulte souvent de l'exclusion de ce qui ne correspond pas aux normes dominantes, puis de son regroupement sous une étiquette unique qui efface les différences internes³. Les classes populaires ne forment pas un bloc homogène.

3. Pierre Bourdieu, « Vous avez dit "populaire" ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 46, mars 1983, p. 98-105.

Elles désignent une diversité de positions sociales, unies par une situation économique précaire et l'exclusion des lieux de pouvoir. La montée de l'extrême droite dans de nombreux pays nous rappelle cruellement que cette unité n'a rien d'automatique.

L'écologie populaire n'est pas une notion stable: elle indique une position dans les rapports de domination. Elle désigne d'abord des pratiques et des savoirs développés par celles et ceux qui subissent directement les problèmes socio-environnementaux dans leur vie quotidienne, qui sont structurellement exclus des espaces où se décident les politiques écologistes, et dont les mobilisations visent à transformer leurs conditions d'existence. Il importe toutefois de ne pas réduire cette écologie aux seules luttes. Comme l'a souligné Léa Billen, l'écologie des classes populaires emprunte des répertoires d'action pluriels: aux côtés des mobilisations contre les injustices environnementales, il existe une écologie ordinaire qui passe par la transformation concrète et collective des modes de vie et d'habiter⁴. Ces deux dimensions partagent un même ancrage dans les territoires vécus. Nous nous reconnaissons dans les mots de la militante afro-américaine de la justice environnementale Dana Alston: «L'environnement, pour nous, c'est là où nous vivons, où nous travaillons et où nous jouons⁵.»

Dès 1974, André Gorz a distingué plusieurs écologies dans son article intitulé « Leur écologie et la nôtre⁶ ». Leur écologie intègre la contrainte environnementale comme une variable supplémentaire dans la gestion du système – elle aménage celui-ci sans le transformer. Elle confie aux experts et aux technocrates le soin de définir les seuils de pollution acceptables, les normes de consommation soutenables, les technologies propres à déployer. Elle promet de résoudre la crise écologique par l'innovation et la régulation, tout en maintenant intactes les structures de pouvoir et les inégalités

4. Léa Billen, *L'Écologie ordinaire en quartiers populaires: une mise en regard des initiatives écologistes citoyennes dans trois quartiers classés en géographie prioritaire en France*, thèse de doctorat en géographie humaine, économique et régionale, université Paris-Nanterre, 2023.

5. Dana Alston, "Moving Beyond the Barriers", discours prononcé au First National People of Color Environmental Leadership Summit, Washington, DC, 24-27 octobre 1991.

6. André Gorz, « Leur écologie et la nôtre », in *id.*, *Leur écologie et la nôtre. Anthologie d'écologie politique*, Seuil, 1974.

qui l'ont produite. Notre écologie, à l'inverse, part du constat que la destruction de l'environnement et l'exploitation des travailleurs procèdent d'une même logique : celle d'un système qui soumet la nature et le travail humain aux impératifs de l'accumulation. Elle ne peut donc se contenter de correctifs techniques ; elle exige une transformation des rapports sociaux, une réappropriation collective des conditions d'existence, une redéfinition de ce que signifie bien vivre – non pas consommer davantage, mais disposer du temps, et des moyens d'habiter et d'être ensemble.

Cinquante ans plus tard, la distinction de Gorz n'a rien perdu de sa pertinence. Les dominations se perpétuent – y compris au sein du mouvement écologiste qui ne semble pas avoir pris conscience de son impasse politique. Jean-Baptiste Comby a pourtant montré que les classes populaires ne sont pas indifférentes à l'écologie, mais qu'elles n'ont pas voix au chapitre⁷. Elles ont été « dépossédées des instruments de définition des visions légitimes » – ce ne sont pas elles qui définissent ce qu'est un problème écologique. Ce qui se présente comme universel est en réalité la forme sous laquelle les classes dominantes imposent leur définition du problème et de ses solutions. C'est dans ce prolongement que se situe la distinction centrale de cet ouvrage entre une écologie pour le peuple et une écologie par le peuple.

L'écologie pour le peuple désigne des politiques environnementales conçues dans le but de bénéficier aux classes populaires, mais sans que celles-ci ne participent à la définition des problèmes ni au choix des solutions. Cette approche reconduit la séparation qu'elle prétend surmonter : d'un côté, ceux qui définissent ; de l'autre, ceux à qui les solutions sont destinées. L'écologie pour le peuple est une écologie sur le peuple. Elle maintient les classes populaires dans la position d'objet d'une politique, non de sujet de leur propre transformation. Cette séparation est constitutive de l'écologie standard telle qu'elle s'est construite comme gestion de la crise environnementale, à l'intérieur des catégories du mode de production capitaliste.

7. Jean-Baptiste Comby, « À propos de la dépossession écologique des classes populaires », *Savoir/Agir*, vol. 3, n° 33, 2015, p. 23-30.

L'écologie par le peuple désigne tout autre chose : un déplacement du lieu même où se pose la question écologique. Les solutions y émergent des milieux, des pratiques et des résistances de ceux qui sont en première ligne dans les crises écologiques. C'est là, dans l'expérience vécue des pollutions et des injustices, que se forment les problèmes et que s'inventent les réponses. Ce déplacement est fondamentalement une question de pouvoir : qui nomme les problèmes ? Qui définit les solutions ? Qui décide de ce qui compte comme environnement ? Comment les classes populaires peuvent-elles devenir les sujets d'une transformation écologique qui est en même temps une transformation des rapports sociaux ?

SOURCES, MÉTHODES ET POSITIONNEMENT

Ce livre s'appuie sur plusieurs corpus théoriques. Je me suis d'abord tourné vers la production anglophone et hispanophone : l'écologie sociale de Murray Bookchin, la littérature américaine sur l'environnementalisme ouvrier et la justice environnementale, ainsi que les travaux de Joan Martínez-Alier et Ramachandra Guha, qui ont élaboré une construction théorique de l'écologie populaire. J'ai ensuite mobilisé les travaux d'histoire environnementale – en remontant jusqu'à la Commune de Paris et au mouvement de pensée emmené par Élisée Reclus. Il s'agit ici de broser l'histoire de l'écologie à rebrousse-poil, depuis ce que Walter Benjamin appelait « la tradition des opprimés » : ces luttes oubliées, ces savoirs disqualifiés, ces résistances vaincues qui constituent la généalogie d'une autre écologie. J'ai enfin mobilisé les théories de la planification, indispensables pour penser le passage des luttes locales à une transformation d'ensemble.

Ces sources théoriques ne sont pas venues s'appliquer de l'extérieur à un terrain : elles sont entrées en dialogue avec des savoirs militants élaborés dans l'action collective. Ma démarche a consisté à croiser deux registres – réflexions issues des expériences collectives et connaissances théoriques – dans une perspective d'écologie

des savoirs⁸. Je me suis efforcé de partir de la pratique plutôt que d'appliquer une théorie préexistante, reconnaissant avec la sociologie critique que la logique de la pratique précède et excède la logique théorique⁹. Cet ouvrage s'inscrit dans le prolongement des publications récentes sur l'écologie dans les quartiers populaires en France, tout en s'appuyant sur les pratiques du *community organizing* et de *advocacy planning*.

Cette proximité avec les mobilisations est la condition de cette connaissance autant que sa limite – puisqu'il n'y a pas de point de vue de nulle part¹⁰. Je propose donc un point de vue situé sur des expériences partagées, sans prétendre parler au nom de qui que ce soit. Car comme l'écrit Cavell, le passage du « je » au « nous » ne se fait pas par l'effacement de la singularité, mais par la reconnaissance mutuelle d'expériences irréductiblement différentes¹¹. C'est depuis cette position que j'ai observé, pendant dix ans, la politique écologiste menée à Grenoble – une municipalité portant des ambitions réelles et se heurtant aux contraintes structurelles de l'action locale, tandis que des habitant·es de la Villeneuve élaboraient leur propre conception d'un écoquartier populaire. L'ouvrage s'organise autour de cette expérience grenobloise, encadrée par une double ouverture: en amont, une généalogie de l'écologie populaire; en aval, l'horizon d'une planification écologique.

Les deux premiers chapitres remontent aux sources. Le premier explore les constellations d'origine de l'écologie populaire: la défense des communs et les luttes contre les pollutions industrielles au XIX^e siècle, puis les élaborations théoriques qui ont posé les fondements d'une écologie ancrée dans l'expérience des

8. Boaventura de Sousa Santos, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Desclée de Brouwer, coll. « Solidarité et société », 2016 ; pour la méthodologie du croisement des savoirs, voir aussi : Groupe de recherche Quart Monde-Université, *Le Croisement des savoirs. Quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble*, Éditions de l'Atelier / Éditions Quart Monde, 1999.

9. Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1980.

10. Donna Haraway, "Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective", *Feminist Studies*, vol. 14, n° 3, 1988, p. 575-599.

11. Stanley Cavell, *Les Voix de la raison. Wittgenstein, le scepticisme, la moralité et la tragédie*, trad. Sandra Laugier et Nicole Balso, Seuil, coll. « L'ordre philosophique », 1996.

milieux et les questions de classe. Le mot « constellation » désigne ici des configurations historiques singulières : des agencements de pratiques, d'acteurs et d'enjeux qui, à un moment donné, se trouvent en tension et s'éclairent mutuellement, sans se réduire à une cause unique ni à un récit linéaire¹². Le deuxième prolonge cette enquête en examinant trois moments décisifs du xx^e siècle : l'environnementalisme ouvrier, qui a lié santé au travail et défense du milieu ; le mouvement pour la justice environnementale, qui a mis en lumière les inégalités face aux nuisances ; les théorisations contemporaines de l'écologisme des pauvres.

Fort de cette généalogie, le troisième chapitre retrace le paradoxe du municipalisme à travers l'expérience grenobloise : du socialisme municipal aux Groupes d'action municipale, de la politique de la ville à la rénovation urbaine, il montre comment le pouvoir municipal a amélioré les conditions de vie des classes populaires sans leur donner prise sur les décisions – et comment, face à cette dépossession politique, les mobilisations issues des quartiers populaires ont cherché à transformer cette situation en développant leur pouvoir d'agir. À mesure que la base sociale du municipalisme s'est modifiée, cette distance s'est creusée jusqu'à l'émergence d'une écologie municipale portée principalement par des classes moyennes urbaines. Le quatrième chapitre met ce paradoxe à l'épreuve en suivant la confrontation entre l'écologie municipale grenobloise et les luttes des habitant-es du quartier de la Villeneuve, d'où émerge la notion d'écoquartier populaire.

Les deux derniers chapitres ouvrent vers l'horizon d'une société écologique. Le cinquième chapitre interroge le passage des luttes locales à une planification écologique : nous proposons un aperçu des théories de la planification et de leurs impasses, pour dégager les conditions d'une transition écologique qui ne reproduise pas

12. On emprunte cette notion à Walter Benjamin et Theodor W. Adorno, pour qui la « constellation » permet de saisir des phénomènes historiques complexes sans les réduire à une logique unique. Voir notamment T. W. Adorno, *Dialectique négative* (1966), et W. Benjamin, *Origine du drame baroque allemand* (1928).

les logiques de dépossession. Le sixième chapitre propose enfin un plaidoyer pour une prospérité partagée, fondée sur des services universels soustraits à la logique marchande: non pas l'austérité du minimum vital, mais l'abondance rendue possible par la mise en commun.

Ce livre entend montrer qu'une autre écologie est possible: une écologie populaire pour bâtir un monde habitable pour tous. Il défend l'idée que la transition écologique ne se fera pas sans les habitant-es. Par conséquent, la transition écologique exige de renverser les rapports de pouvoir, de réparer les injustices environnementales, et de se réapproprier collectivement les moyens de décider de notre avenir commun.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
<hr/>	
CHAPITRE 1 : LES TRADITIONS POPULAIRES DE L'ÉCOLOGIE	17
> La défense des communs	19
> Les luttes contre les pollutions industrielles	21
> La constellation communaliste de l'écologie	24
CHAPITRE 2 : DE L'ENVIRONNEMENTALISME OUVRIER À L'ÉCOLOGIE POPULAIRE	35
> L'environnementalisme ouvrier pour une transition juste	36
> La justice environnementale	42
> L'écologie populaire : une théorie critique	44
CHAPITRE 3 : LE PARADOXE DU MUNICIPALISME	51
> L'ambiguïté du socialisme municipal	52
> Ensemble, refaire la ville	58
> « Ça ne se fera plus sans nous »	62
> L'émergence de l'écologie municipale	66
CHAPITRE 4 : L'ÉMERGENCE DE LA NOTION D'ÉCOQUARTIER POPULAIRE	69
> Les limites de la démocratie d'interpellation	70
> L'expérience de l'Atelier populaire d'urbanisme	74
> Le principe de co-construction	76
> Le référendum d'initiative citoyenne de l'Arlequin	83
> L'écoquartier populaire : un processus d'apprentissage social	85
CHAPITRE 5 : LES THÉORIES DE LA PLANIFICATION	87
> Que sont les théories de la planification ?	87
> La planification comme apprentissage collectif	95
> Vers une planification écologique et démocratique	102

CHAPITRE 6 : PLAIDOYER POUR UNE PROSPERITÉ ÉCOLOGIQUE	107
> Une théorie des besoins pour une société écologique	108
> Les services universels de base	110
> Des voisinages aux biorégions	113
> Financer la prospérité partagée	117
> La construction de richesse communautaire	120
> L'horizon retrouvé du luxe communal	122
<hr/>	
CONCLUSION	123
<hr/>	
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE	129